

Situation politique, économique et sociale du Département de l'Aisne à la fin du premier empire de 1811-1813⁽¹⁾

SITUATION POLITIQUE.

Il n'y a qu'un seul préfet du département de l'Aisne pendant toute cette période : le baron Malouet.

Ce qui caractérise la situation de l'Aisne à cette époque, c'est le manque complet d'opposition politique, contrairement à ce qui devait se passer sous le Second Empire Autoritaire. Aucun pamphlet ne circule en cachette et il n'y a aucune campagne de presse, aucune abstention volontaire aux élections. En un mot, aucune hostilité politique ne se manifeste ouvertement ou en cachette.

Pourtant les griefs ne manquaient pas à des opposants éventuels : marasme des affaires industrielles et commerciales dû au blocus continental de 1811 à 1813 ; grave crise alimentaire à la fin de 1811 et surtout dans le premier semestre de 1812, due à la cherté excessive du blé ; défaites de Russie à la fin de 1812 et d'Espagne au début de 1813 ; enrôlement d'un nombre toujours plus grand de conscrits, dû à ces défaites et à la nécessité de lutter contre la nouvelle coalition de 1813.

Mais, il n'y avait encore aucun parti d'opposition solidement organisé pour pouvoir lutter, même, en période de dictature et les habitants de l'Aisne comme tous les Français n'avaient encore fait qu'une courte expérience malheureuse de démocratie et de libéralisme politique. Il n'y avait encore eu aucun théoricien du socialisme sauf Babeuf qui n'avait guère fait de disciples. Donc, rien ne s'opposait au despotisme napoléonien.

En moins de 40 ans, de 1814 à 1852, le libéralisme politique et la démocratie devaient réapparaître le socialisme allait être créé et tous trois devaient largement se développer. Les Français en allaient faire une grande expérience, tout au moins dans les villes et ils ne devaient plus se soumettre aussi facilement à la dictature.

(1) Article imprimé grâce à une subvention de la Chambre de Commerce de Saint-Quentin et de l'Aisne à la Fédération.

Aussi le préfet Malouet est plus à l'aise que ses successeurs du Second Empire pour parler du très bon état d'esprit du département.

Celui-ci le montre dans de grandes occasions : Au cours du 2^m trimestre 1811, la naissance de l' « aiglon » provoque un enthousiasme délirant. Le passage de l'impératrice à Soissons en 1813 donne lieu à des transports d'allégresse. Le peuple montre aussi son grand attachement à l'Empereur lors des anniversaires de son couronnement.

Les appels de conscrits se passent toujours très bien ; en particulier la grande levée du premier trimestre 1813, après le désastre de Russie (rappel de 100.000 hommes des classes 1809 à 1812 et appel des conscrits de 1814). Le département devance même l'appel, en offrant à Napoléon 165 hommes montés et équipés. L'empereur les prend dans sa garde impériale. Les levées de chevaux se font également très bien, que ce soit celle de janvier 1813 ou celle de juillet de la même année.

Les gardes d'honneur (c'est-à-dire les jeunes soldats enrôlés dans la haute société et formés en corps spéciaux), fournis par notre département sont parmi les premiers rendus à Versailles, dans le deuxième trimestre de 1813. Cependant, dit Malouet, il était difficile d'en trouver dans l'Aisne. Car il n'y a jamais eu de hautes magistratures, comme Conseil d'État ou Cour d'appel, dans le pays ; ensuite, les « familles distinguées de l'ancienne noblesse y ont toujours été rares » (il veut sans doute dire par là qu'il n'y avait presque que de la petite noblesse et très peu de grandes familles ou de grands noms dans notre département) et enfin la presque totalité des jeunes gens de notre région était déjà entrée dans la carrière militaire, soit par enrôlement volontaire, soit par la voie des écoles spéciales, polytechnique ou Saint-Cyr que Napoléon venait justement de créer.

Comme lutte contre les mesures prises par le gouvernement et la misère ou la gêne économique qui en résulte, on ne peut signaler qu'une résistance passive de certaines classes de la population ou de certaines générations qui étaient directement touchées par ces mesures. Il faut bien insister sur le fait que ces résistances n'ont aucun aspect politique mais n'ont qu'un caractère social. Aucun parti politique organisé ne les inspire.

La lutte contre la conscription, chez les jeunes gens, donne soit des réfractaires soit des déserteurs. Des chasses à ces insoumis sont organisées dans le département pendant les 2^m trimestre 1811 et 3^m trimestre 1813 par des colonnes mobiles. Une autre forme de la résistance passive à la conscription est constituée par les nombreux mariages provoqués par les grandes levées de conscrits de 1813 : Les hommes mariés échappaient, en effet, complètement à la conscription et de nombreux jeunes gens, pour éviter d'être appelés, se mariaient le plus rapidement possible et parfois avec des femmes beaucoup plus

âgées qu'eux faute d'en trouver de plus jeunes ! Cela se passait surtout dans les campagnes.

Pendant la grande misère du début de 1812, dont j'indiquerai plus loin les causes, il n'y eut qu'une seule émeute dans la classe sociale la moins favorisée. Elle était provoquée par la famine. Le 27 janvier vers 7 h. du soir, 150 personnes, venant des villages voisins de Jussy, se précipitèrent vers une péniche de grains devant approvisionner Paris et bloquée par les glaces sur le canal de Saint-Quentin près de ce village. Elles voulaient la piller. Le maire de cette commune rassembla la garde nationale, se mit à sa tête et parvint, sans effusion de sang, à disperser les séditieux. Les trois meneurs furent saisis et emprisonnés à Saint-Quentin.

Autrement, pendant cette famine de la fin de 1811 et au début de 1812, les pauvres gens : ouvriers, manœuvres, etc... qui ne gagnaient pas assez pour vivre, se contentaient d'enfreindre la loi en mendiant sur la voie publique. Malouet n'ose pas réprimer cette mendicité quand elle est le seul moyen de vivre de beaucoup de personnes. Celles-ci ne pouvaient plus, en effet, acheter leur pain quotidien avec les seuls gains habituels que leur procuraient leurs travaux. Mais, quand les secours publics furent organisés et que la taxe sur le blé fit baisser le prix du pain, le Préfet fit, de nouveau, arrêter les mendiants. Ceux-ci étaient enfermés dans le dépôt départemental de mendicité de Montreuil-sous-Laon.

Lorsque le blé est taxé dans le 2^m trimestre de 1812, c'est au tour d'une autre classe sociale de résister passivement : celle des cultivateurs, fermiers ou propriétaires. Ils font de fausses déclarations de leurs stocks de blé, cachent ceux-ci et vendent cette céréale clandestinement à des prix exorbitants en l'emportant de nuit à dos de bêtes de somme par des chemins de traverse.

L'histoire étant un éternel recommencement, il se passa à cette époque des choses à peu près identiques à celles qui se passèrent lors des rationnements de la dernière guerre. Pour en revenir à 1811-1812, l'autorité ne disposait pas d'assez de gendarmes et laissait passer la plupart de ces enlèvements clandestins. Quelques contrevenants ont tout de même été pris et condamnés à des peines sévères.

Une grande publicité fut donnée à ces jugements pour rendre moins fréquentes les infractions.

Enfin, comme autres résistances sociales, nous pouvons également signaler trois tentatives de grèves ou de coalitions d'ouvriers ou de fermiers contre leurs patrons ou leurs propriétaires.

En juin 1813, un certain nombre d'ouvriers, employés à la grande filature de coton des Joly de Saint-Quentin, se coalisent pour exiger une augmentation de salaire. Mais les grévistes retournent à leur travail dans la journée même. Cependant,

le procureur impérial n'en poursuit pas moins les auteurs connus, car « leur impunité serait un dangereux exemple pour les fabriques » estime le préfet. On voit donc qu'à cette époque, le droit de grève était loin d'être reconnu !

Pendant le 3^e trimestre de 1813, Malouet signale une nouvelle coalition chez des moissonneurs de Cuffies près de Soissons. Ceux-ci engagés chez un cultivateur de Parcy-Tigny pour la durée de la récolte, s'étaient mis en grève. Plusieurs fois, les gendarmes vont les voir pour les contraindre à travailler. Enfin, le 26 août, ils sont traduits devant le tribunal de police correctionnelle.

Les moyens employés par les fermiers du Vermandois étaient beaucoup plus violents et font plutôt partie des crimes de droit commun. Alors que le droit de grève est reconnu à notre époque par la loi, ces moyens ne sont pas plus licites aujourd'hui qu'en 1812. Ces fermiers regardaient les biens qui leur étaient affermés comme un patrimoine et il y avait une coalition secrète entre les fermiers d'un même canton, chacun d'eux s'engageant à ne pas enchérir, lors du renouvellement du bail de son voisin. Si l'un de ceux-ci ne respectait pas cet accord, il devait craindre la vengeance du fermier lésé qui se traduisait le plus souvent par un incendie !

Au point de vue *politique*, la conspiration parisienne du général républicain Mallet est à peine mentionnée : on indique simplement que des mesures ont été prises pour arrêter les individus qui se seraient échappés de la capitale. On voit que cette conspiration a été purement parisienne et n'a eu aucune ramification dans notre département.

Au fond, la seule résistance politique à laquelle se soit heurté Malouet ne vint pas des Français du département mais des prisonniers espagnols qui s'y trouvaient à la suite de la guerre d'Espagne (1808-1813). En septembre 1811, arrivèrent à Soissons en dépôt 390 officiers espagnols prisonniers accompagnés de 88 soldats et de 6 paysans qui les suivaient comme domestiques. Au 31 décembre, ils sont 789 dont 120 soldats et 33 femmes et enfants. Quelques différends avec des soldats d'un régiment revenu d'Espagne ont été vite apaisés. Quatre bataillons d'autres espagnols, cette fois surtout des simples soldats, commandés par des officiers et sous-officiers en partie français, sont employés aux travaux du canal de Saint-Quentin. Tous ces militaires ne provoquent pas d'incidents notables.

Il n'en est pas de même de ceux qui sont arrivés à Laon dans le cours du deuxième trimestre de 1812 : plusieurs s'évadent pour gagner la côte et s'embarquer pour l'Angleterre. Enfin, on découvre un complot organisé par le lieutenant colonel Arragon qui fut arrêté avec plusieurs complices pendant le deuxième trimestre de 1812. Ils devaient soulever les prisonniers de Laon et de Saint-Quentin, les armer et marcher vers la côte en se grossissant des dépôts des autres villes qui se trouvent sur

la route. Puis ils auraient profité de ce que la France était dégarnie de troupes pour opérer en jonction avec les anglais et favoriser leur débarquement. La « grande armée » de Napoléon était en effet à cette époque soit en Espagne, soit en Pologne et en Prusse Orientale, où elle s'apprêtait à envahir la Russie. Tels sont les aveux de deux soldats émissaires d'Arragon. Mais on ne trouve rien dans les papiers de cet officier pour étayer cette version de ses projets. La plus grande partie des autres officiers de l'ancienne armée espagnole du dépôt de Laon ignorait tout des desseins de ce lieutenant colonel. Du reste, d'après Malouet, ils ne l'aimaient pas et le désavouèrent après son arrestation. Seul, un certain nombre de nouveaux officiers, créés par la junte insurrectionnelle, faisaient partie du complot. La junte était une assemblée extraordinaire créée après la destitution des souverains espagnols légitimes par Napoléon et leur remplacement par son frère Joseph. Elle dirigeait la résistance du peuple espagnol à l'envahisseur. Bien que le préfet dise que la majorité des officiers espagnols prisonniers désavouait Arragon le ministre de la guerre retira, le 24 octobre, la moitié de ceux-ci (400 sur 800) de Laon pour les diriger sur Lunéville, plus éloignée de la mer. C'est donc qu'on se méfiait tout de même de beaucoup d'entre eux.

Au cours du quatrième trimestre de 1812, des prisonniers russes vinrent s'ajouter aux prisonniers espagnols : Mais ils étaient beaucoup moins nombreux : 60 officiers et 50 sous-officiers et soldats à Soissons.

Mais, malgré les défaites des armées napoléoniennes en Russie à la fin de 1812 et en Espagne dans le premier semestre de 1813, les prisonniers de ces deux nationalités se tinrent désormais tranquilles.

A défaut de résistances politiques, voire sociales, le préfet qui a un souci, on pourrait dire maladif, du maintien de l'ordre public, est obligé de se rabattre sur des faits divers : assassinats, vols, incendies, etc..., dont il donne une énumération scrupuleuse mais fastidieuse.

Le seul crime de droit commun qui peut retenir l'attention des historiens est l'affaire de la bande de brigands de Mennevret (canton de Wassigny) en 1811. C'était une bande semblable à celles qui écumaient les campagnes sous le Directoire et le Consulat, en profitant de l'affaiblissement de l'autorité publique et des troubles politiques. Ils étaient souvent appelés des « chauffeurs » parce qu'ils grillaient les pieds des paysans qui ne voulaient pas leur indiquer les cachettes de leurs « magots ». La plus célèbre fut celle d'Orgères dans l'Eure et Loir. Mais la police impériale les avait fait disparaître depuis, à peu près complètement. Aussi ceux de Mennevret en 1811 n'osaient pas opérer sur les grands chemins : ils se contentaient d'envoyer des menaces anonymes d'incendie et d'assassinats accompagnées d'ordres de déposer des sommes d'argent

dans les lieux désignés. Ils volaient aussi des vases sacrés dans les églises. Ils en vinrent même à menacer le maire et l'adjoint de Mennevret. Ces bandits étaient très redoutés dans la commune et même des fonctionnaires n'osaient pas les dénoncer. Le préfet demanda alors au ministre de la police générale (qui à cette époque était distinct du ministre de l'intérieur) une mesure de « haute police » contre neuf individus très soupçonnés de ce village. Ils furent arrêtés le 30 août. Depuis lors la tranquillité régna dans le canton.

Malouet, dans son troisième rapport de 1813, étudie les raisons pour lesquelles l'arrondissement de Vervins est celui qui occupe le plus la Cour d'Assises ou la Cour Spéciale. Il fait ce qu'on appellerait aujourd'hui de la criminologie. Voici les conclusions auxquelles il arrive :

1.) Avant la Révolution, cet arrondissement était frontalier (il n'allait pas tarder à le redevenir). Donc, beaucoup de contrebandiers s'y trouvaient et ils étaient aidés par de nombreux habitants des cantons d'Hirson et d'Aubenton. Il n'y a plus de contrebande depuis 19 ans par suite des annexions de la Révolution et de l'Empire, mais les mauvaises habitudes subsistent.

2.) De nombreux habitants tirent leur subsistance des produits du bois : se sont des bûcherons, des sabotiers, des boisseillers, etc..., en un mot des hommes des bois ayant une grande rudesse de mœurs.

3.) Dans le reste du département, pays de grande culture et de vignobles, les habitations rurales sont rapprochées. Par contre, dans l'arrondissement de Vervins, l'habitat est très dispersé. Donc l'autorité a plus de difficulté pour y exercer sa surveillance.

SITUATION ÉCONOMIQUE AGRICULTURE

L'époque est caractérisée surtout par une hausse considérable du prix du blé après la récolte déficitaire de 1811.

Par suite de la sécheresse, cette récolte est d'un tiers inférieure à la moyenne. A cause du « blocus continental », on ne peut faire appel à des blés venus par mer et c'est la hausse vertigineuse du prix de cette céréale dans un pays pourtant très producteur, et largement excédentaire en temps normal. On exporte, en effet, de plus en plus de blé du département surtout par voie d'eau, en l'embarquant principalement au port de Soissons. Il est transporté ensuite à Paris, dans la région parisienne, le Nord et le Midi. Voici un tableau des exportations faites par Soissons et Vic-sur-Aisne : 35 à 40.000 hectolitres sont emmenés pendant le 3^e trimestre 1811 ; et 55.000 hectolitres pour le 1^{er} trimestre 1812. Pendant ce temps, 168.000

hectolitres sont exportés le 2^e semestre de 1811 pour tout le département (soit 84.000 hectolitres par trimestre). L'état lui-même multipliait les achats pour ravitailler Paris et y éviter des émeutes de la faim.

Malouet pense que, bien que la récolte soit déficitaire et que les exportations augmentent dans une forte proportion, ce qui reste doit suffire pour nourrir le département et, de fait, d'après lui, les marchés sont suffisamment pourvus. Il essaye d'en persuader les habitants, mais l'augmentation du prix du blé suscite de l'inquiétude. Les consommateurs pris de panique, veulent s'approvisionner à tout prix et, d'autre part, la demande surpassant nettement l'offre, la cupidité des fermiers et vendeurs ne connaît plus de bornes. Si bien que le prix du blé augmente avec une rapidité incroyable :

Prix de l'hectolitre de blé :

en juillet 1811 : 15 frs 25

fin septembre 1811 : 19 frs 50

fin décembre 1811 : 24 frs

fin mars 1812 : 34 frs 50

(il faut multiplier environ par deux pour transformer ces prix en nouveaux francs de 1961).

Le résultat fut que le prix du pain se trouva hors de la portée d'une foule d'ouvriers et de manœuvres dont le modique salaire ne put subvenir à l'existence de leur famille, ainsi que nous l'avons déjà vu dans la partie politique.

Le gouvernement dut intervenir et le décret du 24 mars accorda des secours aux indigents. Ceux des 4 et 8 mai taxèrent le blé. Nous verrons plus loin, dans le chapitre de la situation sociale, l'application du premier décret. Nous avons vu la réaction des cultivateurs contre les seconds. Parallèlement, le préfet recourut à des mesures administratives pour pourvoir à l'approvisionnement des marchés. Puis la soudure fut faite avec la récolte de 1812.

La deuxième grande caractéristique de l'agriculture pendant cette période fut l'essai de cultiver dans le département des plantes destinées à remplacer les plantes coloniales dont l'importation était limitée et renchérie par le blocus continental.

La culture du tabac était importante dans l'arrondissement de Soissons. Un décret du 29 décembre 1810 l'interdit. On la remplace par celle des betteraves, mais on manque de graines en 1811. La récolte de cette année est donc peu abondante. On recueillit toutes les racines de cette récolte propres à être replantées et à faire des porte graines, pour éviter le même inconvénient l'année suivante. Mais, malgré les précautions prises, il n'y a guère plus de réussite en 1812. Car les agriculteurs savent encore mal cultiver cette nouvelle plante. D'autre part,

beaucoup d'entre eux, éloignés des sucreries encore très peu nombreuses, trouvent que les frais de transports absorberaient trop leurs bénéfices et font consommer leurs betteraves sur place. Les produits de la récolte sont à peine suffisants pour alimenter les six fabriques de sucre qui s'organisent dans le département. En conclusion, les débuts de la culture de la betterave dans le département ne furent pas du tout excellents et n'annonçaient vraiment pas la très brillante destinée que devait connaître cette culture par la suite. Il est assez curieux de constater que le promoteur de cette nouvelle activité agricole, Napoléon, n'en tira pratiquement aucun profit et que ce furent seulement les générations suivantes qui profitèrent de son initiative.

Une autre plante « Ersatz » (suivant le mot employé par les Allemands lors de la dernière guerre) essayée dans notre département à cette époque, fut le pastel pour remplacer l'indigo, comme colorant : Un habitant de Cuffies, Charré, a ensemencé, en 1811, 75 ares de cette nouvelle plante. Ses semis ont réussi. Il en a extrait une couleur bleue qui rivalisait avec l'indigo, venant des colonies. Il l'a utilisé pour teindre les étoffes et a fait un mémoire sur cette culture et les procédés qu'il a employés pour en extraire la teinture. Il continua avec Garnier en 1812. Ils cultivèrent ensemble 6 arpents qui produisirent 50 kgs de pastel. Mais leurs ressources financières ne leur permirent pas de faire tout ce qu'ils voulaient.

Enfin, Malouet s'occupe d'améliorer les cheptels ovins, bovin et chevalin du département.

Il s'intéresse surtout aux ovins producteurs de la laine utilisée par les filatures et tisserands de l'Aisne. On les améliore par l'introduction de béliers espagnols mérinos. Mais ceux-ci coûtent très cher et le dixième seulement des moutons est amélioré, à l'époque du deuxième trimestre de 1811. Un dépôt de tels béliers est créé au Mont-Saint-Martin près du Catelet.

Seuls les propriétaires aisés peuvent élever des mérinos. En effet, les laines communes et métisses, qui sont propres à plus d'usage, se vendent proportionnellement plus cher que les très fines. Par suite, les petits cultivateurs obligés de vendre tout de suite après la tonte pour pouvoir vivre et donc forcés d'accepter les prix que leur imposent les fabricants coalisés contre eux, préfèrent les laines communes. Aussi, ces petits propriétaires améliorent leurs troupeaux uniquement par le métissage.

Malouet met son espoir dans le blocus continental pour sauver l'élevage des moutons mérinos du département. Car les fabricants doivent remplacer les laines étrangères de qualité, principalement espagnoles, par suite de ce blocus et de la guerre d'Espagne. Il faut donc qu'ils achètent désormais plutôt dans le département. On voit, ainsi, que le blocus favorise l'élevage des béliers mérinos, tout comme il suscite la création des cultures des betteraves et du pastel.

Le préfet voudrait bien aussi améliorer l'espèce chevaline de l'Aisne presque entièrement dégénérée et employée aux travaux de l'agriculture. C'est pour cela qu'il propose au ministre de l'intérieur de créer un établissement de haras dans les bâtiments de l'ancienne abbaye Prémontré de Braine. Cette création était faite sous la Restauration.

Pendant ce temps, la technique agricole s'améliorait : Les prairies artificielles étaient multipliées et les cultivateurs abandonnaient l'assolement uniforme et les jachères pour varier le genre de culture.

INDUSTRIE ET COMMERCE

Toute cette période est caractérisée par un grand marasme de l'industrie dû essentiellement au blocus continental et à la grande cherté des denrées de premières nécessité ; du blé en particulier. Cette cherté était due, elle aussi du reste, en partie au blocus continental, ainsi que nous l'avons déjà vu.

Les consommateurs cherchaient, évidemment, d'abord à se nourrir pour vivre avant de se procurer de nouveaux vêtements et, à plus forte raison, des objets de luxe.

Par suite du blocus continental, les industries dont la matière première venait d'outre-mer, souffraient du grand prix de celle-ci. (En effet le blocus n'était pas total mais raréfiait considérablement le commerce, ce qui augmentait énormément les prix). Tel était le cas de la principale et toute nouvelle industrie du département : celle des tissus de coton.

Enfin, toutes les industries subissaient la conséquence du manque de débouchés outre-mer et à partir de 1813 en Allemagne du Nord.

En contrepartie, le blocus continental et la guerre d'Espagne provoquèrent l'implantation de nouvelles industries de produits de remplacement dans le département : sucreries, soudières, etc..., comme ils furent responsables de la création ou du développement de nouvelles activités agricoles. Certaines de ces nouvelles industries existent encore aujourd'hui.

Nous allons passer maintenant en revue les différentes industries :

Celle du coton, donc, souffrait de ce que nous venons de dire : cherté de la matière première, manque de débouché à l'extérieur, par suite du blocus et à l'intérieur à cause de la cherté du blé. C'était pourtant une industrie toute nouvelle et pleine d'avenir. Les premiers essais en avaient été présentés à l'exposition de 1806. Par la suite, après le retour de la paix, elle allait montrer son dynamisme, les industriels de Saint-Quentin devant perfectionner à l'extrême leur fabrication. Mais pour l'instant, ses premiers pas étaient particulièrement difficiles.

Le 10 octobre 1810, l'empereur autorisa l'introduction de tissus de coton dans le royaume d'Italie (on sait que Napoléon 1^{er} était en même temps qu'empereur des Français, roi d'Italie. Ce royaume ne s'étendait, du reste, qu'au nord-est de la péninsule, le nord-ouest étant annexé à la France et le sud formant le royaume de Naples). Cela aida un peu cette industrie, mais, malgré tout, plusieurs fabriques suspendirent leurs travaux, d'autres diminuèrent le nombre de leurs ouvriers et restreignirent leurs opérations. Ainsi les filatures de Guise et de Bohéries s'arrêtèrent au cours du deuxième trimestre de 1812. Cependant, celles de Saint-Quentin plus solides et les tissages continuèrent à marcher à peu près. De toute façon, cette fabrication était encore, pour sa plus grande partie, à l'état artisanal et beaucoup de ses ouvriers étaient en même temps agriculteurs pendant la belle saison. De telle sorte que si le travail du coton venait à manquer, ils pouvaient toujours vivre à l'aide de l'agriculture, pendant l'été. C'est ce qu'ils firent pendant le 2^me trimestre 1812.

Pour comble de malheur, si le blocus continental empêchait l'essor de cette jeune industrie, il n'était pas assez étanche pour empêcher l'introduction de tissus anglais en contrebande. Cela se produisit pendant le troisième trimestre de 1813, et ces tissus étaient répandus dans le commerce à un prix bien inférieur à celui des fabriques françaises.

Les tissus de lin auraient pu bénéficier du blocus continental puisqu'ils tiraient leurs matières premières du département. Le gouvernement était, du reste tout prêt à les aider aux dépens des tissus de coton, en suivant sa politique de se passer des denrées coloniales. Mais, malheureusement, les linons et batises souffraient des changements que la mode avait introduits depuis vingt ans dans l'habillement des femmes qui leur préféraient les tissus de coton. Le grand empereur, malgré toute sa puissance devait s'incliner devant la mode féminine ! Ces tissus subissaient, aussi, comme les autres industries, les conséquences de l'interruption de la plupart des relations avec les pays d'outre-mer, principalement avec l'Amérique, et de la cherté des subsistances. Certes, dans le 4^me trimestre 1812, le gouvernement leur avait accordé des licences d'exportation, mais cela ne suffisait pas à leur rendre de l'activité.

La deuxième grande industrie de l'Aisne à cette époque était la *verrerie doublée de l'industrie chimique naissante*. Pour les *verreries*, il faut distinguer entre les fabriques de bouteilles (bouteilles de Champagne en particulier) et les manufactures de verre blanc, de verre de table, de verre à vitre et de glace.

Les premières souffrent énormément de la cessation de l'exportation des vins par mer (surtout des vins de Champagne). Celles de Folembray et de Prémontré ont leurs magasins très encombrés. (Une verrerie avait été, en effet, installée sous la

Révolution dans l'ancienne abbaye de Prémontré). Celle de Quicangrogne à Wimpy suspend ses travaux pendant le 3^{me} trimestre de 1811.

Par contre, les secondes et, en particulier, la manufacture de glace de Saint-Gobain, sont assez prospères. Saint-Gobain subit, certes, les conséquences du manque d'exportation par mer, mais se dédommage par l'innombrable quantité de glaces de petites dimensions qu'elle vend dans l'intérieur du grand empire français et expédie aussi au dehors sur le continent. Par ailleurs, elle a déjà des ressources considérables qui lui permettent de supporter plus facilement le contrecoup du marasme des affaires. En dehors de Saint-Gobain, le propriétaire d'une des fabriques de verre blanc du Nouvion a certes fait faillite pendant le 2^{me} trimestre 1812 mais celui de l'autre manufacture se maintient et désirerait rénir les deux établissements.

Des fabriques de soude, à la manière espagnole, s'établirent dans le département. Il s'agissait de remplacer la soude qui ne venait plus de la péninsule ibérique à cause de la guerre commencée dans ce pays en 1807.

Après un arrêt momentané de ses travaux du premier trimestre au 15 août 1811, la manufacture de soude d'Alicante, établie à Soissons, recommence ses opérations. Elle fabrique 200 quintaux de son produit en un mois et demi et emploie 50 ouvriers. Elle se développe et au cours du 2^{me} trimestre de 1813, elle produit environ 25.000m3 de soude par mois et fait travailler 80 ouvriers, nombre important pour l'époque.

La manufacture de Saint-Gobain a créé une usine de soude dans les environs de cette ville, au cours du 4^{me} trimestre de 1812, pour s'affranchir des soudes d'Espagne. La soude sert en effet à la fabrication des glaces et des verres. C'est ainsi qu'est née la soudière de Chauny.

A cette époque, on fabriquait de l'alun ou sulfate double d'aluminium et de potassium et du sulfate de fer de chaque côté du Chemin des Dames, à Beaurieux et Cuissy au sud et à Urcel, Chailvet et Chaillevois au nord. L'alun est employé de nos jours en photographie. Mais autrefois, il servait à fixer les teintures sur les étoffes, à clarifier les eaux et à conserver les peaux. Les fabriques de ces produits chimiques souffraient également de la guerre. Mais elles subissaient surtout les conséquences de la baisse de leurs produits et elles n'avaient pas réussi à vendre une grande quantité de ceux-ci qu'elles conservaient en stock dans leurs magasins. (3^{me} et 4^{me} trimestre de 1811, 4^{me} trimestre de 1812 et 2^{me} trimestre de 1813). Cela était dû au fait que leurs entreprises étaient trop rapprochées et qu'elles subissaient la concurrence d'une foule de petits établissements qui s'étaient créés sans autorisation. En outre, la réunion à l'empire français de l'ancienne principauté-évêché de Liège et des états-romains avait permis la libre circulation en France des aluns fabriqués dans ces pays. Toutefois, il faut

noter que la Belgique se servait du sulfate de fer de l'Aisne parce qu'elle ne pouvait plus importer ce produit d'Angleterre.

Nous arrivons maintenant à la deuxième nouvelle industrie après les soudières, créée par suite des circonstances : je veux parler de *l'industrie du sucre de betterave*. Nous avons déjà vu, à propos de l'agriculture que les débuts ne furent pas très brillants. Au cours du premier trimestre de 1812, six licences furent accordées pour cette fabrication. Mais ces nouvelles usines subirent les conséquences de la mauvaise récolte de l'année. On créa deux nouvelles entreprises au début de 1813, ce qui porta à huit le total des sucreries. Malgré cela, leur production resta modique.

Le dernier grand fait industriel et commercial, et non le moindre, à signaler pour cette période, est *l'ouverture du canal de Saint-Quentin*, reliant encore actuellement l'Escaut à l'Oise et par suite la région du Nord et la Belgique à la région parisienne. On acheva en 1810 la construction du tunnel de Vendhuile à Bellicourt. Ce souterrain, qui relie le bassin de la Somme à celui de l'Escaut, a 6.676 m. de long et l'on célébrait le 150^{me} anniversaire de son ouverture l'année dernière. Ce canal n'était, du reste, qu'entrouvert : on le ferma à la navigation pendant les étés 1811 et 1812 pour réparation et perfectionnement. On a vu le rôle joué par trois bataillons de prisonniers espagnols dans ces travaux. Malgré tout, le trafic était déjà important : Voici quelques statistiques :

MOIS et ANNÉES	Nombre de bateaux ayant circulé sur le canal	OBSERVATIONS
Avril 1811	138	soit 4 à 5 par jour.
Mai 1811	196	soit 6 à 7 par jour.
Juin 1811	160	soit 5 à 6 par jour.
1 ^{ers} jours de Juillet 1811	60	dont 47 montants et 13 descendants.
1 ^{er} Juillet au 20 Août 1812	412	soit 8 à 9 par jour.
Moyenne mensuelle de 1825	149	soit 4 à 5 par jour.

Comme maintenant, les bateaux venant du nord apportaient surtout du charbon. Seulement, à cette époque, il y avait à la fois du charbon de terre et du charbon de bois. Leurs prix baissèrent à la suite de l'ouverture du canal. On transportait aussi, en descendant du goudron, du sel, des pierres de taille. Actuellement plus des 3/4 du tonnage sont constitués par les combustibles.

Les péniches qui remontaient, étaient remplies de vin, de vinaigre et d'eau de vie ; de plâtre et d'engrais : cendres et terres pyriteuses (cendres noires, combinaison de soufre et d'un métal). Actuellement, ce sont surtout des minerais et des matériaux de construction qui remontent le canal de Saint-Quentin : le tonnage des produits agricoles et alimentaires n'est même pas égal au tiers de celui des minerais et matériaux. Enfin la quantité d'engrais transportée est très faible.

De nos jours, ce canal est encore le premier de France pour le trafic.

TRAVAUX PUBLICS

En même temps qu'on travaillait au canal de Saint-Quentin, on répara beaucoup les routes impériales du département (nos routes nationales actuelles) à la fin du Premier Empire.

La situation, au début de 1811, n'était pas brillante. La route de Soissons à Laon était très délabrée entre Soissons et Chavignon et celle de Soissons à Château-Thierry, très abimée jusqu'à Oulchy-le-Château, menaçait d'être tout à fait interrompue.

Il est curieux de voir, ainsi, que Napoléon, depuis qu'il avait pris le pouvoir à la fin de 1799, en 11 ans, n'avait guère fait entretenir les grandes routes de France, même le grand itinéraire Paris-Bruxelles. Mais, cette route qui reliait Paris aux grands ports d'Anvers et d'Amsterdam était partiellement abandonnée depuis l'application du blocus continental à partir du décret de Berlin du 21 Novembre 1806.

Par contre, les routes orientées d'ouest en est, d'intérêt essentiellement continental, devaient se développer grâce à ce même blocus. Comme Strasbourg était devenu l'entrepôt de la France, à destination de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Russie, on employa des fonds considérables à réparer la route impériale n° 8 de Paris à Strasbourg (notre route nationale n° 3), et la route impériale n° 72 de la Ferté-sous-Jouarre à Montmirail (notre route nationale 33) qui la doublait. On reconstruisit également la route impériale n° 70 de la Ferté-Milon à Villers-Cotterêts (notre route nationale 36). Malgré tout, on fit aussi quelques réparations sur la route de Paris-Amsterdam.

On acheva également en 1811 une route secondaire, celle de Château-Thierry à La Ferté-Milon, sans doute la route départementale n° 9. A cette époque là, elle devait avoir plus d'importance que maintenant puisque c'était la route impériale n° 7.

Enfin de 1811 à 1813, on construisit de nouveaux ponts à Marle sur la route Paris-Amsterdam et à Berry-au-Bac sur la route de Cambrai à Châlons-sur-Marne.

En même temps, le préfet poussa vivement les communes à réparer leurs *chemins vicinaux*. Un certain nombre le firent grâce aux prestations en nature et elles eurent parfois des chemins

aussi beaux que des grandes routes. Il s'agit principalement des communes qui sont voisines de l'Oise. Mais de nombreux obstacles s'opposèrent à cet entretien : le défaut de matériaux, le peu de ressources des communes, les prestations en nature qui ne pouvaient faire les ouvrages d'art et surtout la grande disette de la fin de 1811 et du début de 1812. Après la fin de cette grande crise, en 1813, les travaux reprirent et 285 communes, soit le tiers de toutes celles du département, ont réparé à cette date, leurs chemins vicinaux pour le prix de 192.868 fr. (400.000 NF environ).

SITUATION SOCIALE

La première chose à noter, au point de vue social, c'est la crise alimentaire du deuxième semestre de 1811 et du premier de 1812. J'en ai déjà parlé dans les parties politique et économique de mon exposé. Nous allons maintenant l'étudier sous l'angle de l'assistance publique.

Afin de venir en aide aux nombreuses familles ouvrières auxquelles le prix du pain était devenu nettement inabordable, le gouvernement donna des vivres par le décret du 24 mars 1812. Ceux-ci furent distribués par des comités de bienfaisance. Des fourneaux « à la Rumfort » (du nom du philanthrope anglais qui avait inventé ces fourneaux qui produisaient beaucoup de chaleur avec peu de combustible) furent établis. On prépara ainsi des soupes populaires pour les indigents dans les villes et principales communes. Dans les villages, on a distribué un pain économique. On voit ainsi quels furent les débuts de l'Assistance publique dans l'Aisne. Sous l'Ancien Régime, en effet, l'État ne s'occupait pas de l'assistance, celle-ci étant laissée à l'Église.

En 1811-1812, la charité privée aida la bienfaisance publique. Des souscriptions furent faites dans plusieurs villes. On fit aussi des dons aux établissements qui se consacraient au soulagement de l'indigence. En particulier, malgré leur cupidité en grande partie responsable de l'augmentation du prix du blé, les paysans donnèrent d'abondantes aumônes dans leurs villages respectifs. Des centaines de malheureux en profitèrent.

Dès que la moisson de 1812 commença, le préfet réserva les distributions officielles aux familles ne pouvant pas travailler.

En dehors de cette activité exceptionnelle due à des circonstances extraordinaires, l'assistance publique ne se manifesta guère sous Napoléon 1^{er} que par la création de « dépôts de mendicité » où l'on enferma les vagabonds et les mendiants, pour les faire travailler dans la mesure de leurs moyens. La mendicité était, en effet, formellement interdite. Ainsi que nous l'avons vu dans la partie politique, le dépôt de mendicité du département de l'Aisne avait été installé dans l'ancienne abbaye de cisterciennes de Montreuil-sous-Laon.

INSTRUCTION PUBLIQUE

A ce point de vue, Napoléon organisa surtout l'enseignement secondaire public et laïque par la création de lycées, d'établissements d'état et de collèges ou écoles secondaires communales, à la charge des villes. Il s'en faut qu'il y eut un lycée par département. On n'en avait prévu que 45, et il n'en existait encore que 37 en 1808, nombre qui se maintint à peu près jusqu'à la fin de l'empire. Comme il y avait un lycée à Reims dès le début, il n'y en eut pas dans notre département avant le Second Empire, époque de création de celui de Saint-Quentin.

Par contre, dès 1811, il y eut cinq collèges ou écoles secondaires communales dans l'Aisne : un dans chaque chef-lieu d'arrondissement. Le dernier à être organisé fut celui de Vervins au cours du troisième trimestre de 1811.

D'après Malouet, ceux de Château-Thierry, de Saint-Quentin et de Soissons (ce dernier dirigé par Horlier) sont excellents. Mais, par contre ceux de Laon et de Vervins ne sont pas très prospères en 1811 et en 1812 parce qu'ils subissent la concurrence de pensionnats et d'institutions privées. (Dans les institutions, l'enseignement se rapproche de celui des collèges. Par contre, les études sont moins complètes dans les pensions). Malgré tout, à la fin de 1812 et au début de 1813, ces collèges se développent aussi.

De toute manière, les effectifs des professeurs et des élèves étaient encore très faibles à cette époque. Ainsi ce n'est qu'à partir du 2^me trimestre de 1813, qu'il y a un professeur par classe dans le collège de Saint-Quentin, probablement le plus grand du département. Or il n'y a que six années d'études, donc six classes. Par ailleurs, on ne compte que 50 élèves dans l'école secondaire communale de Laon au début de l'année scolaire de 1812-1813 et 100 à la fin de 1812.

Malouet ne donne presque aucun renseignement sur les écoles privées du département. Il fait simplement mention de la création d'une école latine à Rozoy-sur-Serre au cours du 4^me trimestre de 1812.

Les collèges de l'Aisne, comme tous les lycées et collèges de France sous le Premier Empire, n'avaient aucune neutralité politique mais les professeurs y « inculquaient aux élèves l'amour du prince et de la patrie ».

Si l'enseignement secondaire était déjà assez développé, *l'enseignement primaire* lui, laissait beaucoup à désirer. Napoléon, en effet, se préoccupa uniquement de former des cadres capables dans l'armée et dans l'administration civile. Il se désintéressa de l'instruction du peuple : il laissa la charge de l'enseignement primaire aux municipalités.

Celui-ci ne fut organisé que par Guizot sous la Monarchie de Juillet, par la célèbre loi du 28 juin 1833. Celle-ci créa, en

particulier, une école normale dans chaque département pour la formation des futurs instituteurs. Donc, l'instruction primaire souffrait sous Napoléon 1^{er} de la difficulté de trouver des instituteurs capables surtout dans les campagnes. Outre le manque d'écoles de formation spécialisée, cela était dû aussi à la modicité des traitements de ces maîtres d'école.

Par ailleurs les paysans de cette époque ne se souciaient guère de donner de l'instruction à leurs enfants ; ils les retiraient dès le mois de juillet pour les faire participer à la moisson et les gardaient jusqu'à l'hiver.

Au fond, les seuls progrès accomplis sous le Premier Empire dans l'enseignement primaire du département étaient qu'on y enseignait partout le calcul décimal créé avec le système métrique par la Révolution. Ce calcul remplaçait le calcul fractionnaire : on écrivait, par exemple 3,80 au lieu de $3 \frac{4}{5}$. Par ailleurs la vaccination contre la petite vérole ou variole, la première vaccination inventée, y était rigoureusement observée.

Une seule *société savante* existait dans l'Aisne à cette époque : l'Académie de Soissons. Elle avait été créée sous l'Ancien Régime, avait dû cesser son activité sous la Révolution et était réapparue sous le Premier Empire. D'après Malouet, elle n'avait pas donné lieu jusqu'au premier trimestre de 1811 à aucune production d'un grand intérêt.

En conclusion, on voit les améliorations apportées par l'administration napoléonienne ; à l'agriculture avec la création de nouvelles cultures : celles des betteraves sucrières et du pastel, et l'introduction de l'élevage des moutons mérinos ; à l'industrie avec la création de soudières et de sucreries ; aux voies de communication : aux canaux et routes ; à l'instruction publique enfin, surtout dans l'enseignement secondaire. Mais on constate aussi que, sous un aspect très brillant, la domination de l'empereur cachait beaucoup de misères : *disette en 1811-1812* crise économique due au blocus continental et à la guerre qui atteignit particulièrement la nouvelle industrie cotonnière et les verreries de bouteilles. Cela constitue un contraste saisissant. Malgré toutes ces misères, l'opposition politique à l'empereur était nulle dans le département de l'Aisne ; il n'y avait que quelques résistances passives de classes sociales ou de générations particulièrement touchées par les mesures prises par le régime ; jeunes gens menacés par la conscription, gens du peuple affamés par la disette de 1811-1812, cultivateurs lésés dans leurs intérêts par le décret de 1812 taxant le blé. Seuls des officiers espagnols prisonniers opposèrent une résistance qui avait un mobile politique.

Bibliographie et Sources

1° — Paris, Archives Nationales : F^{le} III Aisne 10 : *rapports administratifs sur le département de l'Aisne*, 1807 à 1843, dont le microfilm est conservé aux archives départementales de l'Aisne sous la cote 1 Mi 116. Seules les bandes 23 à 56, contenant les vues des rapports trimestriels du préfet Malouet de Janvier 1811 à Septembre 1813, ont été utilisées. La plus grande partie de ce microfilm, celle relative à la période 1807 à 1842, a été tirée sur papiers photographiques de format 21 m. X 27 cm. Le dossier constitué par les photocopies des documents allant de 1807 à 1820 est coté J 1.221. Il n'y a pas de rapports de préfet avant janvier 1811. 11 rapports trimestriels sont conservés pour la période allant de janvier 1811 à septembre 1813. Ces rapports ont de 11 à 23 pages. Cela fait au total 224 photocopies avec la correspondance, 188 pour les rapports seuls. Ils sont tous rédigés suivant le même plan que voici :

- 1) Météorologie, santé publique, agriculture, élevage, prix des denrées.
- 2) Commerce, industrie, prix des marchandises, taux de l'argent.
- 3) Police, mœurs publiques, justice.
- 4) Événements et faits remarquables.
- 5) Travaux publics.
- 6) Culte, instruction publique.
- 7) Guerre : conscription.
- 8) Fonctionnaires publics.
- 9) Sommaire de l'administration, esprit public.

A partir du 4^{me} trimestre de 1812, il n'y a plus d'étude météorologique. Il est curieux de noter que les élections sont reléguées au rang des faits divers ou « événements et faits remarquables ». C'est donc qu'on les considérait comme de simples formalités.

Evidemment, certains développements, comme ceux sur la météorologie, la santé publique, l'influence du temps sur les récoltes, sont un peu spéciaux et n'ont guère de rapport avec l'histoire, science humaine. Les passages concernant les faits divers : actes de dévouement, crimes, suicides, incendies, accidents, fléaux de la nature, etc..., sont également peu intéressants. Il en est de même de ce qui concerne le zèle des fonctionnaires.

2° — Louis Villat, *La Révolution et l'Empire (1789-1815) - II - Napoléon (1799-1815)* - (Paris, 1947). Cet ouvrage fait partie de la collection « *Clio, introduction aux études historiques* ».

Georges Lefebvre, *Napoléon* (3^e édition, Paris, 1947). Cet ouvrage fait partie de la collection : « *Peuples et civilisations, histoire général publiée sous la direction de Louis Halpen et Philippe Sagnac* ».

G. Pariset, *Le Consulat et l'Empire (1799-1815)* (Paris, 1921), tome troisième de l'« *Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919* », dirigée par Ernest Lavisse.

G. DUMAS,
*Directeur des services
d'Archives de l'Aisne.*